

la dispersion fondamentale des idées, des sentiments et des intérêts, résultat inévitable du principe même du développement humain, et qui, si elle pouvait suivre sans obstacle son cours naturel, finirait inévitablement par arrêter la progression sociale, sous tous les rapports importants. Cette conception constitue, à mes yeux, la première base positive et rationnelle de la théorie élémentaire et abstraite du gouvernement proprement dit, envisagé dans sa plus noble et plus entière extension scientifique, c'est-à-dire, comme caractérisé, en général, par l'universelle réaction nécessaire, d'abord spontanée et ensuite régularisée, de l'ensemble sur les parties. Il est clair, en effet, que le seul moyen réel d'empêcher une telle dispersion consiste à ériger cette indispensable réaction en une nouvelle fonction spéciale, susceptible d'intervenir convenablement dans l'accomplissement habituel de toutes les diverses fonctions particulières de l'économie sociale, pour y rappeler sans cesse la pensée de l'ensemble et le sentiment de la solidarité commune, avec d'autant plus d'énergie que l'essor plus étendu de l'activité individuelle doit tendre à les effacer davantage. C'est ainsi que doit être conçue, ce me semble, l'éminente participation du gouvernement au développement fondamental de la vie sociale, indépendamment des

grossières attributions d'ordre matériel auxquelles on veut réduire aujourd'hui sa destination générale. Quoique n'exécutant par lui-même aucun progrès social déterminé, il contribue nécessairement dès lors à tous ceux que la société peut faire sous un aspect quelconque, et qui, sans son intervention universelle et continue, deviendraient bientôt impossibles, d'après l'oblitération graduelle des facultés humaines à la suite d'une spécialisation déréglée. La nature même d'une telle action indique assez qu'elle ne doit pas être simplement matérielle, mais aussi et surtout intellectuelle et morale, de manière à montrer déjà la double nécessité distincte de ce qu'on nomme le gouvernement temporel et le gouvernement spirituel, dont la rationnelle subordination se présentera bientôt à nous comme la plus haute amélioration qui ait pu jusqu'ici être réalisée dans le système général de l'organisation sociale, sous l'heureuse influence, aujourd'hui trop méconnue, du catholicisme prépondérant. Enfin, l'intensité de cette fonction régulatrice, bien loin de devoir décroître à mesure que l'évolution humaine s'accomplit, doit, au contraire, devenir de plus en plus indispensable, pourvu qu'elle soit convenablement conçue et exercée, puisque son principe essentiel est inséparable de celui même du déve-

loppement. C'est donc la prédominance habituelle de l'esprit d'ensemble qui constitue nécessairement le caractère invariable du gouvernement, sous quelque aspect qu'on l'envisage. Puisqu'on ne saurait, sans doute, à aucun titre, faire d'exception, à cet égard, pour le gouvernement intellectuel, ou simplement scientifique, on peut ici concevoir directement l'anarchie irrationnalité de cette antipathie systématique contre toute doctrine générale quelconque, qui distingue si déplorablement la plupart des savans actuels, aveugles prôneurs d'une spécialisation routinière, affranchie de toute discipline philosophique, et dont l'essor trop exclusif finirait par arrêter tout progrès réel, en consumant les forces de notre intelligence sur des minuties de plus en plus misérables. L'esprit d'ensemble et l'esprit de détail sont également indispensables à l'économie sociale; ils doivent alternativement prédominer dans le cours spontané de l'évolution humaine, suivant la nature des principaux progrès que sa marche fondamentale réserve successivement à chaque époque : or, l'analyse approfondie des plus grands besoins de la société actuelle nous indique certes déjà, avec une irrécusable évidence, que si, pendant les trois derniers siècles, l'esprit de détail a dû être prépondérant, soit pour opérer la décomposition finale

de l'ancienne organisation, soit surtout pour faciliter l'indispensable développement des éléments d'un ordre nouveau, c'est maintenant à l'esprit d'ensemble qu'il appartient exclusivement de présider à la réorganisation sociale, comme je l'établirai directement d'après l'exacte appréciation historique des sociétés modernes. Quoi qu'il en soit, après avoir ainsi préalablement signalé la destination élémentaire et constante du gouvernement, envisagé dans toute son extension philosophique, il faut maintenant expliquer, d'un autre côté, comment une telle action tend spontanément à se produire, indépendamment de toute combinaison systématique, suivant le cours naturel de l'économie sociale : ce qui complètera suffisamment notre appréciation préliminaire de la statique sociale proprement dite, autant que peuvent le comporter les limites nécessaires et le plan général de ce Traité.

Puisque cette universelle tendance dispersive, inhérente à la spécialisation fondamentale des travaux humains, a dû nécessairement, d'après les explications précédentes, exister sans cesse et même se développer de plus en plus, il a bien fallu aussi que l'influence proprement destinée à la neutraliser suffisamment ait été pareillement spontanée et susceptible d'un accroissement pro-

portionnel, afin que l'économie sociale ait pu subsister et surtout poursuivre son essor continu. On peut, en effet, reconnaître aisément que, considérée sous un nouvel aspect général, cette répartition graduelle des opérations humaines doit inévitablement établir une subordination élémentaire toujours croissante, qui tend de plus en plus à faire naturellement ressortir le gouvernement du sein de la société elle-même, comme le montrerait directement l'analyse attentive de chaque subdivision un peu prononcée qui vient à s'introduire dans un travail quelconque. Cette indispensable subordination n'est pas seulement matérielle, comme on le croit d'ordinaire; elle est aussi et surtout intellectuelle et morale; c'est-à-dire qu'elle exige, outre la soumission pratique, un certain degré correspondant de confiance réelle, soit dans la capacité, soit dans la probité, des organes spéciaux auxquels est ainsi exclusivement confiée désormais une fonction jusque alors universelle. Rien n'est certainement plus sensible dans le système très développé de notre économie sociale, où chaque jour, par une suite nécessaire de la grande subdivision actuelle du travail humain, chacun de nous fait spontanément reposer, à beaucoup d'égards, le maintien même de sa propre vie sur l'aptitude et la moralité d'une foule d'agens pres-

que inconnus, dont l'ineptie ou la perversité pourraient gravement affecter des masses souvent fort étendues. Une telle condition appartient nécessairement à tous les modes quelconques de l'existence sociale : si elle est mal à propos attribuée surtout aux sociétés industrielles, c'est uniquement parce qu'elle y doit être ordinairement plus prononcée, à raison d'une spécialisation plus intime; mais on la retrouve certainement tout aussi inévitable dans les sociétés purement militaires, comme le montre clairement, par exemple, l'analyse statique d'une armée, d'un vaisseau, etc., ou de toute autre corporation active d'un genre quelconque.

L'exacte appréciation scientifique de cette subordination élémentaire et spontanée en fait, ce me semble, nettement découvrir la loi principale, qui me paraît surtout consister en ce que les diverses sortes d'opérations particulières se placent naturellement sous la direction continue de celles d'un degré de généralité immédiatement supérieur. On peut aisément s'en convaincre en analysant avec soin chaque spécialisation quelconque du travail humain, à l'instant où elle prend un caractère nettement séparé; puisque l'opération qui se dégage ainsi est toujours nécessairement plus particulière que la fonction antérieure d'où

elle émane, et envers laquelle son propre accomplissement continu doit demeurer ultérieurement subordonné. Sans que ce soit ici le lieu de développer convenablement une telle loi, destinée à constituer une des plus importantes conclusions finales de l'ensemble de ce volume, je ne crois pas devoir m'abstenir de signaler, dès ce moment, la nouvelle portée philosophique qu'acquiert ainsi le principe fondamental sur lequel j'ai fait toujours reposer, depuis le commencement de ce Traité, la hiérarchie scientifique, et qui maintenant, passant à l'état politique, tend finalement à fournir, par un autre ordre d'applications de la même idée-mère, le premier germe rationnel d'une saine classification des fonctions sociales, nécessairement conforme au système réel des relations humaines. En continuant notre travail, et surtout dans la cinquante-septième leçon, j'expliquerai spécialement la vérification de cette loi sociologique à l'égard de la vie industrielle des sociétés modernes : quant aux sociétés militaires, leur régularité plus parfaite y rend cette confirmation tellement évidente qu'elle n'exige aucun éclaircissement direct, quoique ce ne soit pas leur observation qui m'ait suggéré d'abord une telle pensée, d'origine essentiellement scientifique. Une fois admise, cette loi fait aussitôt comprendre la

liaison spontanée de cette subordination sociale élémentaire avec la subordination politique proprement dite, base indispensable du gouvernement, et qui se présente ainsi comme le dernier degré nécessaire d'une hiérarchie de plus en plus étendue. Car, les diverses fonctions particulières de l'économie sociale étant dès lors naturellement engagées dans des relations d'une généralité croissante, toutes doivent graduellement tendre à s'assujétir finalement à l'universelle direction émanée de la fonction la plus générale du système entier, directement caractérisée par l'action constante de l'ensemble sur les parties, conformément aux explications précédentes. D'un autre côté, les organes nécessaires de cette action régulatrice doivent être puissamment secondés, dans leur propre développement naturel, par une autre conséquence inévitable de la répartition croissante des travaux humains, qui favorise éminemment l'essor fondamental des inégalités intellectuelles et morales. Il est clair, en effet, que cet essor doit rester presque entièrement comprimé tant que la confuse concentration primitive des opérations quelconques, réduisant l'homme à une vie essentiellement domestique, absorbe toute son activité principale pour la satisfaction continue des plus simples besoins de la seule famille. Quoique les

différences individuelles vraiment tranchées se font certainement sentir dans un état social quelconque, cependant la division du travail, et le loisir qu'elle a pu procurer, ont été surtout indispensables au développement prononcé des prééminences intellectuelles, sur lesquelles repose nécessairement, en majeure partie, l'ascendant politique durable. Il faut d'ailleurs noter que les travaux intellectuels sont loin, par leur nature, de pouvoir comporter une subdivision réelle aussi détaillée que celle des opérations matérielles; en sorte qu'ils devraient pareillement être moins affectés de la tendance dispersive qui en résulte nécessairement, malgré la fâcheuse influence qu'ils ont dû en éprouver. On n'a plus besoin, sans doute, d'expliquer aujourd'hui la propriété essentielle de la civilisation de développer toujours davantage les inégalités morales, et encore plus les inégalités intellectuelles. Mais il importe de remarquer, à ce sujet, que les forces morales et intellectuelles ne comportent point, en elles-mêmes, une véritable composition totale, à la simple manière des forces physiques: aussi, quoique éminemment susceptibles du concours social, qu'elles seules même peuvent convenablement organiser, elles se prêtent beaucoup moins à la coopération directe; d'où doit résulter une nouvelle cause très

pouvante de l'inégalité plus radicale qu'elles tendent à établir entre les hommes. Qu'il ne s'agisse que de lutter de vigueur physique, ou même de richesse; quelle que puisse être la supériorité propre d'un individu ou d'une famille, une coalition suffisamment nombreuse des moindres individualités sociales en viendra aisément à bout: en sorte que, par exemple, la plus immense fortune particulière ne saurait soutenir, à aucun égard, une concurrence réelle avec la puissance financière d'une nation un peu étendue, dont le trésor public n'est cependant formé que d'une multitude de cotisations minimes. Mais, au contraire, si l'entreprise dépend surtout d'une haute valeur intellectuelle, comme au sujet d'une grande conception scientifique ou poétique, il n'y aura pas de réunion d'esprits ordinaires, pour si vaste qu'on la suppose, qui puisse aucunement lutter avec un Descartes ou un Corneille. Il en sera certainement de même sous le rapport moral; lorsque, par exemple, la société aura besoin d'un grand dévouement, elle ne pourra parvenir à le composer avec la vaine accumulation de dévouemens médiocres très multipliés. A l'un et à l'autre titre, le nombre des individus ne peut alors influer que sur l'espoir d'y mieux trouver l'organe essentiellement unique de la fonction proposée; une fois

manifesté, il n'y aura point de multitude qui puisse faire équilibre à sa prépondérance fondamentale. C'est surtout à raison de cet éminent privilège, que les forces intellectuelles et morales tendent nécessairement de plus en plus à dominer le monde social, depuis qu'une convenable répartition des travaux humains a suffisamment permis leur développement propre.

Telle est donc la tendance élémentaire de toute société humaine à un gouvernement spontané. Cette tendance nécessaire est en harmonie, dans notre nature individuelle, avec un système correspondant de penchans spéciaux, les uns vers le commandement, les autres vers l'obéissance. Sous le premier aspect d'abord, il ne faut point, sans doute, regarder la disposition trop vulgaire à commander comme le signe d'une vraie vocation de gouvernement, qui doit être infiniment rare, à cause de l'éminente prépondérance qu'elle exige. C'est ainsi, par exemple, que les femmes, en général si passionnées pour la domination, sont d'ordinaire si radicalement impropres à tout gouvernement, même domestique, soit en vertu d'une raison moins développée, soit aussi par la mobile irritabilité d'un caractère plus imparfait. En une foule d'autres occasions, on peut également remarquer la tendance de l'homme à se croire surtout

destiné aux attributions qui lui conviennent le moins, d'après l'illusion inaperçue qui fait si souvent regarder un vif désir comme un signe de vocation réelle. Quoiqu'il en soit, sans que la disposition à commander doive, par elle-même, indiquer aucune aptitude au gouvernement, il faut néanmoins reconnaître qu'elle est indispensable à son exercice, tant pour inspirer, à l'ensemble de la société, une confiance incompatible avec notre propre irrésolution, que pour permettre, au système personnel de nos facultés politiques, de développer toute l'énergie convenable, afin de pouvoir surmonter les inévitables résistances que doivent offrir les cas même les plus favorables : ce qui, chez une heureuse organisation, érige en une qualité réelle et importante le puéril orgueil du vulgaire. A un tel caractère prépondérant, doit correspondre et correspond, en effet, chez la plupart des hommes, une disposition inverse à l'obéissance, non moins prononcée dans la nature éminemment complexe de l'organisme humain. Si les hommes étaient spontanément aussi indisciplinables qu'on le suppose souvent aujourd'hui, on ne saurait aucunement comprendre comment ils auraient pu jamais être vraiment disciplinés. Il est, au contraire, évident que nous sommes tous plus ou moins enclins à respecter involontairement chez nos sem-

blables une supériorité quelconque, surtout intellectuelle ou morale, même indépendamment de tout désir personnel de la voir s'exercer à notre avantage : et cet instinct de soumission n'est, en réalité, que trop souvent prodigué à des apparences mensongères. Quelque désordonnée que soit aujourd'hui, par suite de notre anarchie spirituelle, la soif universelle du commandement, il n'est personne, sans doute, qui, dans un secret et scrupuleux examen privé, n'ait souvent senti, plus ou moins profondément, combien il est doux d'obéir, lorsque nous pouvons réaliser le bonheur, de nos jours presque impossible, d'être convenablement déchargés, par de sages et dignes guides, de la pesante responsabilité d'une direction générale de notre conduite : un tel sentiment est peut-être surtout éprouvé par ceux qui seraient les plus propres à mieux commander. A l'instant même des plus violentes convulsions politiques, quand l'économie sociale semble momentanément menacée d'une prochaine dissolution, l'instinct des masses populaires vient encore manifester spontanément, d'une nouvelle manière irrécusable, cette irrésistible tendance sociale, qui, jusque dans l'accomplissement des démolitions les plus révolutionnaires, leur inspire volontairement une scrupuleuse obéissance envers les supériorités intellec-

tuelles et morales dont elles suivent spontanément la direction, et dont elles ont même souvent sollicité immédiatement la domination temporaire, éprouvant alors, par dessus tout, l'urgent besoin d'une autorité prépondérante. Ainsi, la spontanéité fondamentale des diverses dispositions individuelles se montre essentiellement en harmonie avec le cours nécessaire de l'ensemble des relations sociales pour établir que la subordination politique est, en général, aussi inévitable qu'indispensable; ce qui complète ici l'ébauche élémentaire de la statique sociale proprement dite.

La condensation et l'abstraction, peut-être excessives, des principales conceptions indiquées dans les trois parties de ce chapitre, pourront d'abord mettre obstacle à leur juste appréciation directe : mais l'usage continu, quoique le plus souvent implicite, qui s'en fera naturellement en tout le reste de ce volume, dissipera, j'espère, suffisamment cette première incertitude, pourvu qu'on s'habitue, contrairement à nos usages, à accorder enfin aux méditations politiques le genre de contention intellectuelle qu'elles exigent. Dans ces trois ordres consécutifs de considérations statiques, la vie individuelle s'est montrée surtout caractérisée par la prépondérance nécessaire et

directe des instincts personnels, la vie domestique par l'essor continu des instincts sympathiques, et la vie sociale par le développement spécial des influences intellectuelles; chacun de ces trois degrés essentiels de l'existence humaine étant d'ailleurs nécessairement destiné à préparer le suivant, d'après le cours spontané de leur inaltérable succession. Un tel enchaînement scientifique présente, en lui-même, ce précieux avantage pratique de préparer, dès ce moment, la rationnelle coordination de la morale universelle, d'abord personnelle, ensuite domestique, et finalement sociale; la première assujétissant à une sage discipline la conservation fondamentale de l'individu, la seconde tendant à faire prédominer, autant que possible, la sympathie sur l'égoïsme, et la dernière à diriger de plus en plus l'ensemble de nos divers penchans d'après les lumineuses indications d'une raison convenablement développée, toujours préoccupée de la considération directe de l'économie générale, de manière à faire habituellement concourir au but commun toutes les facultés quelconques de notre nature, selon les lois qui leur sont propres.

Après cette indication préalable des théories élémentaires de la sociologie statique, nous devons maintenant procéder, dans tout le reste de notre

travail, à l'étude sommaire, mais directe et continue, de la dynamique sociale, en consacrant d'abord la leçon suivante à une première appréciation fondamentale de l'évolution humaine, envisagée dans son ensemble total, conformément au véritable esprit général de la nouvelle philosophie politique, suffisamment caractérisée par l'avant-dernier chapitre.